



**e-Migrinter**

5 | 2010

Migrations dans les pays nordiques

---

## La Scandinavie, un nouvel espoir pour les migrants afghans entre l'asile et l'errance à Paris

Jean Michel Centres

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/1892>

DOI : 10.4000/e-migrinter.1892

ISSN : 1961-9685

### Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

### Édition imprimée

Date de publication : 28 avril 2010

Pagination : 05-12

ISSN : 1961-9685

### Référence électronique

Jean Michel Centres, « La Scandinavie, un nouvel espoir pour les migrants afghans entre l'asile et l'errance à Paris », *e-Migrinter* [En ligne], 5 | 2010, mis en ligne le 20 avril 2020, consulté le 20 mai 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/1892> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.1892>

---

Tous droits réservés

## DOSSIER

# La Scandinavie, un nouvel espoir pour les migrants afghans entre l'asile et l'errance à Paris

Jean Michel Centres

**D**ans le quartier de la Gare du Nord et de la Gare de l'Est sont présents entre deux cents et trois cents exilés, principalement des Afghans mais aussi des Kurdes et des Iraniens. Chaque année, ils sont entre 2 500 à 3 000 à passer par Paris, dont près de 1 000 mineurs isolés<sup>1</sup>. Depuis la fermeture de Sangatte, Paris est devenu un lieu où ils se retrouvent. Ils resteront là le temps de prendre une décision : rester et demander l'asile en France ou repartir vers des pays où ils pensent avoir plus de chance de réussir. Beaucoup d'entre eux décident de tenter leur chance en Angleterre et iront alors à Calais. D'autres, de plus en plus nombreux, essaient d'atteindre les pays scandinaves. Dans cet article, nous nous concentrerons sur la situation des exilés afghans à Paris et tenterons de comprendre pourquoi certains, décident de continuer la route, cette fois vers les pays du Nord<sup>2</sup>.

### Le contexte d'origine

Fuyant une situation sécuritaire qui se dégrade, ces migrants ont quitté l'Afghanistan, l'Iran ou le Pakistan pour venir en Europe construire leur avenir. En Afghanistan, c'est surtout l'augmentation de l'emprise des talibans sur une grande partie du territoire qui conduit de nombreux jeunes à fuir pour éviter de se retrouver impliqués entre talibans et forces gouvernementales. Beaucoup viennent en effet des régions jugées comme les plus insécurisées : Ghazni, Wardak, Uruzgan, Helmand ou Kandahar. Trente années de guerre depuis l'invasion soviétique ont laissé d'importantes séquelles dans la société afghane. Des familles entières peuvent être menacées pour leur collaboration avec les Soviétiques entre 1979 et 1989, avec les talibans ou pour leur engagement dans la résistance contre ceux-ci entre 1993 et 2001. S'y ajoutent également les conflits entre partis politiques et entre chefs de guerre.

Face à cette situation, plusieurs millions d'Afghans ont cherché refuge dans un premier temps, au Pakistan ou en Iran (d'après le HCR, 2,7 millions de réfugiés afghans sont enregistrés au Pakistan, 1 million en Iran et il y a certainement autant de clandestins). Puis, la dégradation de la situation dans les zones tribales du Pakistan, mais aussi la fermeture des camps ou bien les mesures prises contre les réfugiés non statutaires dans ce pays, en ont contraint beaucoup à trouver un autre refuge. De même, les retours forcés organisés par le gouvernement iranien (720 000 en deux ans) et les conditions de plus en plus difficiles

<sup>1</sup> En 2009

<sup>2</sup> Cet article se base notamment sur le travail bénévole de l'auteur au sein du Collectif de soutien des exilés du 10<sup>ème</sup> : observations faites lors des maraudes quotidiennes et des réunions de discussions et d'informations depuis 2005

dans ce pays, où les Afghans n'ont le droit ni de travailler ni d'aller à l'école, amènent les Afghans à se lancer dans le voyage vers l'Europe.

Ils partent donc via l'Iran, la Turquie, la Grèce, l'Italie et parfois les pays de l'Est (la Bulgarie et la Hongrie). Un voyage peut durer des mois, parfois plus d'une année et est très coûteux. Les migrants doivent dépenser entre 10 000 et 12 000 euros pour payer les passeurs, indispensables pour franchir les frontières difficiles, notamment celles entre l'Iran et la Turquie, la Turquie et la Grèce, la Grèce et l'Italie et la France et l'Angleterre. Cet argent sera fourni le plus souvent par la famille qui vendra des terres ou empruntera à des taux usuraires à des personnages influents qu'il faudra un jour rembourser. Pour les plus pauvres, il faut travailler dans les différents pays de transit pour pouvoir continuer et, dans ce cas, la durée du voyage s'allonge.

#### **« Où construire un avenir et où trouver protection ? »**

Où construire un avenir et où trouver protection ? Telle est la principale préoccupation de ces migrants et souvent une de leur premières questions lorsqu'ils arrivent à Paris. De l'Europe, ils connaissent peu de choses et croient encore en une Europe accueillante, une Europe des Droits de l'Homme. Ils n'ont également que peu d'idées de la géographie européenne.

Répondre à cette simple question est compliqué. Il faudra prendre en compte de nombreux éléments. Le premier est l'existence ou non de preuves de leur passage (empreintes digitales) dans un des pays européens traversés. En effet, le règlement Dublin 2 prévoit que l'État responsable de la demande d'asile est le premier pays européen dans lequel le migrant est arrivé. Pour la plupart, il s'agit de la Grèce, soit un pays où les conditions des demandeurs d'asile ont souvent été

dénoncées<sup>3</sup>. On comprend alors que les migrants ne souhaitent pas y retourner pour déposer une demande. Un deuxième élément est lié est l'accueil réservé aux demandeurs d'asile et aux réfugiés : logement, allocations, possibilité de travail (il faut pouvoir rembourser le prix du voyage). Ensuite vient la possibilité ou non d'obtenir le statut qui dépend des politiques de chaque pays européen en matière d'asile et de leur propre cas comme demandeurs d'asile. Pour ceux qui relèvent de la Convention de Genève<sup>4</sup> le choix sera plus facile, mais pour les autres il faudra trouver un pays accordant plus facilement des protections humanitaires. C'est le cas par exemple de la Grande Bretagne où pour les Afghans la protection dite « discrétionnaire » ou « humanitaire » représente 90 % des statuts accordés, ou des pays scandinaves où ce pourcentage est souvent de plus de 50 %, alors qu'en France la protection subsidiaire ne représentait en 2008 que 10 % des statuts accordés.

#### **Les conditions d'accueil en France poussent beaucoup à repartir**

Les conditions de vie des migrants afghans à Paris sont difficiles. Ils se retrouvent à mener dans le 10<sup>ème</sup> arrondissement une vie de sans-domicile fixe qu'ils jugent inacceptable et humiliante. Ils dépendent pour se nourrir des distributions des soupes populaires. La plupart doivent dormir dans les rues et les parcs car la volonté politique est de les faire repartir. Le spectre de Sangatte est souvent avancé par les autorités pour refuser de mettre en place

<sup>3</sup> Rapport de Thomas Hammarberg, commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de L'Europe, 4 février 2009 ; Rapport de Pro Asyl « The situation in Greece is out of control », octobre 2008 ; Rapport de Pro Asyl « The truth may be bitter but it must be told », octobre 2007 ; Rapport de Human Rights Watch « Left to survive », décembre 2008.

<sup>4</sup> La convention de Genève de 1951 prévoit la protection de toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.

des conditions d'accueil dignes. Récemment, le 18 août 2009, la Mairie de Paris a décidé de leur fermer l'accès de nuit au parc Villemin, où ils trouvaient refuge. Cette décision est dans la ligne de la volonté gouvernementale de fermer les « jungles » sur le littoral Nord-Ouest comme à Paris. À Calais, la « Jungle » où se trouvaient les Afghans a été fermée et détruite le 22 septembre 2009. Ces décisions ont provoqué une dispersion des exilés dans les rues du 10<sup>ème</sup> arrondissement ou dans de plus petites jungles le long du littoral nord-ouest<sup>5</sup>.

Pour ceux dont les empreintes ont été prises dans un autre pays et qui ont reçu, lors de leur passage à la préfecture, une convocation Dublin, la loi française ne prévoit aucune aide. Ils devront donc rester dehors durant la procédure de réadmission qui durera de deux à trois mois. Si un juge de la liberté et de la détention estime que la procédure est irrégulière, ou si un juge du Tribunal Administratif suspend la décision de réadmission, ils pourront dans la plupart des cas déposer leur demande d'asile en France. Mais ils attendront six mois dehors avant de pouvoir le faire et seront probablement mis en procédure prioritaire, procédure qui ne leur permettra d'avoir ni logement ni allocation jusqu'à la décision de l'OFPPA<sup>6</sup> (6 mois de plus), puis éventuellement de la CNDA<sup>7</sup> (14 mois de plus en moyenne). De même, seront mis en procédure prioritaire tous ceux qui ont été interpellés par la police et qui ont reçu un APRF<sup>8</sup>. Ce nombre s'accroît chaque semaine, suite aux opérations des Renseignements Généraux qui, depuis septembre 2008, interviennent régulièrement dans le parc Villemin. Chaque semaine, une dizaine d'exilés est donc privée des

possibilités de demander l'asile dans des conditions normales.

Depuis fin 2008, la situation s'est aggravée et de plus en plus de demandeurs d'asile, détenteurs d'une autorisation de séjour (Autorisation Provisoire de Séjour puis récépissé), passent des mois dehors avant d'être pris en charge. En août 2009, France Terre d'Asile (FTDA) s'est enfin publiquement inquiétée de cette situation dans un communiqué où l'organisation indique qu'à Paris, plus de 70 demandeurs d'asile afghans doivent dormir dans les rues.

Cette précarisation touche également les mineurs qui, d'après la loi française sur la protection de l'enfance et la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, devraient être protégés. Mais ces deux textes sont chaque jour bafoués. Arrivant à Paris, nombreux sont les mineurs qui doivent rester des jours, voire des semaines dehors avant de pouvoir être accueillis dans le dispositif parisien d'accueil des mineurs isolés étrangers, dispositif d'exception créé en 2003. Ce dernier ne permet en effet de loger qu'une cinquantaine de mineurs sur un financement de la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale. Les autorités refusent de l'adapter au nombre croissant de mineurs afghans qui arrivent à Paris - 480 en 2007, près 700 en 2008 et plus de 900 en 2009 - et d'accorder les moyens financiers et humains nécessaires à leur protection.

La seule réponse a été de mettre en place, fin 2008, un dispositif encore plus précaire : une trentaine de jeunes sont ainsi « stockés » chaque nuit dans un accueil de jour destiné aux sans-abris. Inutile de dire que le suivi socio-éducatif et les informations auxquelles ils ont accès sont réduits au strict minimum, encore plus réduits que ceux accordés aux jeunes logés dans les hôtels dans le cadre du dispositif habituel. Mis dehors à 7h30, qu'il pleuve ou qu'il fasse froid, ils devront passer leurs journées à errer dans les parcs et rues du 10<sup>ème</sup> arrondissement, faute de l'existence

<sup>5</sup> Pour les conditions d'accueil des exilés sur le Littoral voir le rapport « la loi des jungles » - Coordination française pour le droit d'asile - septembre 2008.

<sup>6</sup> Office français de protection des réfugiés et apatrides.

<sup>7</sup> Commission Nationale du Droit d'Asile.

<sup>8</sup> Arrêté Préfectoral de Reconduite à la Frontière

d'un accueil de jour adapté. Fin 2009, un dispositif supplémentaire temporaire de 30 places a été créé mais seulement pour la période hivernale.

Lorsqu'ils sont « mis à l'abri » dans des hôtels, ceux qui prennent la décision de rester devront attendre plusieurs mois avant d'être pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Les 20 places supplémentaires créées par la Mairie de Paris en novembre 2008 ne permettent pas de résoudre ce problème. Ni les moyens humains, ni les moyens financiers nécessaires n'ont été débloqués pour que l'ASE protège ces mineurs en danger.

La solution trouvée est le recours de plus en plus systématique à l'expertise médicale de détermination de l'âge, méthode peu fiable dont les limites ont été souvent signalées, notamment par le Comité Consultatif National d'Éthique (2005)<sup>9</sup> et l'Académie de Médecine (2007)<sup>10</sup>. Plus de 75 % des jeunes pris en charge dans le cadre du dispositif parisien et ayant passé cet examen en 2007 ont été déclarés majeurs. Ces expertises sont actuellement demandées même si le jeune dispose d'un document officiel de son pays prouvant sa minorité et ceci malgré l'article 47 du Code Civil qui prévoit la reconnaissance de ces documents, sauf à pouvoir prouver leur falsification. Il y aurait eu autant d'expertises demandées à l'initiative de l'ASE en quatre mois de 2009 que durant toute l'année 2008. Ceci est un moyen efficace de diminuer le nombre de jeunes que l'on devra prendre en charge.

---

<sup>9</sup> Avis n°88 sur les méthodes de détermination de l'âge à des fins juridiques – Comité Consultatif National d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé – 23 juin 2005.

<sup>10</sup> Rapport sur la fiabilité des examens médicaux visant à déterminer l'âge à des fins judiciaires et la possibilité d'amélioration en la matière pour les mineurs étrangers isolés – J.L. Chaussain, Y. Chapuis – Académie Nationale de Médecine – 22 janvier 2007.

## Où repartir ?

La plupart des Afghans à Paris vont prendre la décision de repartir, même si certains décident de rester en France. Durant l'année 2009, 619 Afghans ont déposé une première demande d'asile en France, ce qui représente moins d'un cinquième de ceux qui sont passés par Paris, et donc un pourcentage encore plus faible pour l'ensemble des Afghans arrivés en France cette année, car tous ne passent pas par Paris. Cependant nombreux sont ceux qui à cause d'empreintes dans un autre pays<sup>11</sup> ne sont pas autorisés à demander l'asile en France. Ils représentent environ 60 % des Afghans qui se rendent à la préfecture pour déposer leur demande. Le pourcentage de ceux souhaitant rester en France peut donc être estimé à 25 %. Il faut souligner par ailleurs que le nombre des demandes d'asile des Afghans enregistrés par l'OFPRA a considérablement augmenté ces dernières années : 70 premières demandes en 2006, 161 en 2007 et 228 en 2008.

Différents éléments vont intervenir dans cette décision de repartir : les conditions d'accueil déplorables en France, le règlement Dublin 2 (les empreintes), le pourcentage des statuts accordés, la nature des cas d'asile, les possibilités d'intégration (famille, amis) et les possibilités de travail (éventuellement au noir). Compte tenu de ces éléments, l'Angleterre reste une destination attractive. En effet, la présence d'une grande communauté afghane permet aux exilés d'y trouver rapidement un logement et du travail au noir à travers leur réseau de connaissances. Comme les Africains de l'Ouest en France, ils pourront ainsi rester clandestins s'ils ne peuvent pas demander l'asile ou si leur demande d'asile est refusée. La présence de membres de la famille ou d'amis est aussi un élément important, notamment pour faciliter leur intégration.

---

<sup>11</sup> Règlement Dublin 2.



De plus, l'Angleterre accorde beaucoup plus de protection discrétionnaire ou humanitaire (90 % des protections accordées pour les Afghans, 49 % pour les Iraniens et 55 % pour les Irakiens) que d'asile selon la convention de Genève. Pour ceux dont le cas ne relève pas de la convention, cela représente un espoir. Mais la situation se dégrade également en Angleterre. Il devient de plus en plus difficile pour ceux qui souhaitent y rester illégalement de trouver un travail clandestin. De plus, l'Angleterre est un des pays européens qui expulsent beaucoup d'Afghans vers Kaboul (810 Afghans expulsé en 2008 et déjà 860 durant les 9 premiers mois de 2009). Un récent séjour là-bas montre que certains envisagent de repartir<sup>12</sup>. Enfin, les conditions du passage deviennent de plus en plus difficiles avec le récent accord franco-britannique du 6 juillet 2009 qui prévoit, entre autres, le renforcement des contrôles à la frontière afin de la rendre imperméable à la circulation de biens et de personnes en condition irrégulière ; l'augmentation significative des retours volontaires, des retours forcés et notamment des retours conjoints (charter franco-britannique comme ceux du 21 octobre et du 15 décembre 2009) et le démantèlement des « jungles ».<sup>13</sup>

Une autre destination pour les exilés est alors les pays nordiques, principalement la Finlande, la Norvège et la Suède. En effet, les conditions d'accueil y sont réputées meilleures, au moins d'après les rumeurs : « personne ne resterait dehors ». Les taux d'acceptation y sont très importants pour les Afghans (de l'ordre de 80% en Finlande<sup>14</sup> et Norvège<sup>15</sup>, 60 % au Danemark<sup>16</sup> et 43 % en

Suède<sup>17</sup> en 2008). Ces chiffres sont supérieurs à ceux observés en Angleterre (environ 55 %) ou en France (46 %). Il y a aussi la possibilité d'obtenir l'asile avec un cas ne relevant pas de la Convention de Genève. Enfin, il y a l'espoir qu'il n'y aura pas de réadmission vers la Grèce, ce qui s'est vérifié entre février et juillet 2008 en Norvège. Cette situation a été à l'origine de nombreux départs vers ce pays.

Même si les conditions ont changé (durcissement des lois sur l'asile en Norvège, utilisation plus systématique des expertises médicales de détermination de l'âge des mineurs en Suède, en Norvège et au Danemark), nombreux sont ceux qui pensent qu'ils peuvent encore tenter leur chance là-bas, et en particulier les mineurs pour lesquels le Danemark, la Finlande, la Suède et la Norvège ont décidé en 2008 de ne pas prendre de mesures de réadmission vers la Grèce. Toutefois, l'afflux croissant des réfugiés dans ces pays pose problème et a entraîné des changements dans l'attitude politique des pays scandinaves envers les exilés.

Un exemple de changement est celui de la Norvège. Suite à une décision de l'Immigration Appeal Board (UNE) en février 2008, la Norvège avait décidé de suspendre les réadmissions vers la Grèce. Cependant, cette mesure avait été remise en cause le 21 juillet par la Direction de l'Immigration et ensuite par une nouvelle décision de l'Immigration Appeal Board en mai 2009. Dans le même temps, le gouvernement norvégien décidait de durcir les conditions d'attribution du statut de réfugié, une première fois en septembre 2008, puis en juillet 2009. Il visait ainsi à réduire l'accroissement du nombre des demandeurs d'asile qui avait augmenté de 74% sur les sept premiers mois en 2009 par rapport à la même période en 2008, composé principalement de demandes déposées par des Afghans.

<sup>12</sup> Discussions à Leicester avec une cinquantaine d'Afghans en juillet 2009.

<sup>13</sup> [http://www.immigration.gouv.fr/spip.php?page=actus&id\\_rubrique=254&id\\_article=1724](http://www.immigration.gouv.fr/spip.php?page=actus&id_rubrique=254&id_article=1724)

<sup>14</sup> Finnish Immigration Service : statistics on asylum and refugees.

<sup>15</sup> The Norwegian Directorate of Immigration – fact and figures.

<sup>16</sup> Danish Immigration Service – Latest figures on immigration, family reunification and asylum.

<sup>17</sup> Migrationsverket statistic.

Le nombre de demandes d'asile des Afghans a également augmenté dans les autres pays scandinaves qu'il s'agisse du

nombre global des Afghans (tableau n°1) ou des mineurs isolés afghans (tableau n°2).

**Tableau n°1** : Nombre de demandes d'asile des Afghans en Norvège, Danemark, Finlande et Suède.

| Pays     | Demandes d'asile des Afghans |      |                      | Augmentation en %<br>2007/2008 |
|----------|------------------------------|------|----------------------|--------------------------------|
|          | 2007                         | 2008 | 2009                 |                                |
| Norvège  | 234                          | 1371 | –                    | 485                            |
| Danemark | 144                          | 418  | 772<br>(sur 10 mois) | 190                            |
| Finlande | 96                           | 254  | –                    | 164                            |
| Suède    | 609                          | 784  | 581<br>(sur 6 mois)  | 28                             |

*Synthèse de l'auteur<sup>18</sup>*

**Tableau n°2** : Nombre de demandes d'asile des mineurs isolés afghans en Norvège, Danemark, Finlande et Suède.

| Pays     | Demandes d'asile des mineurs isolés afghans |      |                     | Augmentation en %<br>2007/2008 |
|----------|---|------|---------------------|--------------------------------|
|          | 2007  | 2008 | 2009                |                                |
| Norvège  | 86  | 579  | –                   | 573                            |
| Danemark | 39  | 164  | –                   | 320                            |
| Finlande | 13  | 63   | –                   | 384                            |
| Suède    | 160   | 347  | 291<br>(sur 6 mois) | 116                            |

*Synthèse de l'auteur<sup>19</sup>*

<sup>18</sup> Sources par pays : Norvège (The Norwegian Directorate of Immigration – fact and figures) ; Danemark (Danish Immigration Service – Latest figures on immigration, family reunification and asylum) ; Finlande (Finnish Immigration Service) et Suède (Migrationsverket).

<sup>19</sup> *Idem.*

Devant cet afflux de mineurs, la réaction a été de multiplier les expertises d'âge, abandonnées cependant par la Finlande en mai dernier faute de fiabilité de la méthode, ou de proposer comme en Norvège des centres d'accueil dans les pays d'origine pour pouvoir les renvoyer.

En comparant ces chiffres aux données de l'United Kingdom Border Agency (tableaux 3), on peut alors constater que l'augmentation des demandes d'asile des Afghans en Grande-Bretagne progresse moins vite que dans les pays scandinaves, particulièrement en ce qui concerne les mineurs.

**Tableau n°3** : Nombre de demandes d'asile d'origine afghane en Grande-Bretagne

|                             | Demandes d'asile des afghans | Demandes d'asile des mineurs isolés afghans |
|-----------------------------|------------------------------|---|
| 2007                        | 2495                         | 975   |
| 2008                        | 3510                         | 1670  |
| Augmentation en % 2007/2008 | 40                           | 71  |

*Synthèse de l'auteur*

Les données concernant la Belgique et les Pays-Bas montrent également un accroissement des demandes d'asile des Afghans. Ces pays sont ceux que doivent traverser les exilés pour se rendre dans les pays scandinaves et parfois où ils doivent rester, arrêtés par la police ou n'ayant plus assez d'argent pour continuer leur voyage. Aux Pays-Bas le nombre de ces demandes d'asile est passé de 156 en 2007 à 395 en 2008 et 1130 en 2009 (11 mois) et pour les mineurs de 94 en 2008 à 227 en 2009 (11 mois)<sup>20</sup>.

En Belgique, le nombre de demandeurs d'asile afghans était de 686 en 2007, 879 en 2008 et 1659 en 2009 et pour les mineurs de 120 en 2008 et 239 en 2009<sup>21</sup>.

Les demandes d'asile en Allemagne semblent quant à elles diminuer.

## Conclusion

Arrivés à Paris, les exilés afghans doivent prendre une décision quant à leur avenir. Soit ils demandent l'asile en France et ils sont de plus en plus nombreux à le faire. Le nombre des premières demandes d'asile des Afghans a été multiplié par 9 entre 2006 et 2009. Soit ils décident de partir tenter leur chance ailleurs, découragés par les conditions d'accueil en France et par le règlement de Dublin. Les uns vont se diriger vers la Grande-Bretagne dans l'espoir d'y vivre plus facilement en clandestins. Mais les autres se tournent de plus en plus vers les pays scandinaves, là où un taux de reconnaissance plus élevé et de meilleures conditions de vie les attirent.

Cet article, issu d'un travail militant auprès des exilés, n'a pas prétendu présenter une étude approfondie sur les motivations des exilés afghans pour choisir leur pays d'accueil, celui où ils pourront construire leur avenir. Pour cela, il faudrait aller plus

<sup>20</sup> justice immigratie en naturalisatiedienst.

<sup>21</sup> Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.



en profondeur : connaître leurs motivations au départ d'Afghanistan, saisir l'écart entre leurs espérances du début et la réalité qu'ils découvrent en Europe, comprendre le rôle des différents acteurs rencontrés lors du parcours migratoire... Mais ce qui est évident, c'est que leur choix est actuellement plus déterminé par les contraintes rencontrées, et notamment le règlement de

Dublin 2, que par les espoirs qu'ils avaient en partant d'Afghanistan.

Jean Michel Centres  
Membre du Collectif de soutien des  
exilés du 10<sup>ème</sup>

[www.exiles10.org](http://www.exiles10.org)  
[jeanmichel.centres@free.fr](mailto:jeanmichel.centres@free.fr)